

# Du développement économique situé

## 1. De la conception d'un monde merveilleux sans dimension à la prise en compte de l'espace

**Claude Courlet**

Université Pierre  
Mendès France,  
Grenoble, France  
([claudc.courlet@upmf-grenoble.fr](mailto:claudc.courlet@upmf-grenoble.fr))

Selon le courant dominant de la pensée économique, les activités humaines sont perçues comme se déroulant dans ce que Walter Isard a pu appeler « un monde merveilleux sans dimension ».

L.-A. Gérard-Varet et J.-F. Thisse (1997) expliquent cette carence entre autres par l'origine anglo-saxonne de la pensée économique. Le commerce par mer, fondamental pour l'économie anglaise intégrée dans un empire colonial couvrant plusieurs continents, étant, toutes choses égales par ailleurs, peu coûteux, les économistes anglais ont pu être amenés à concevoir une théorie du commerce international sans coût de transport et qui réduit ainsi les pays à de simples points. En même temps, on comprend mieux que l'analyse spatiale ait pu trouver ses racines principalement en Allemagne. Le rôle des frais de transport terrestre, qui était important dans le processus de constitution du marché intérieur, a conduit naturellement les économistes de ce pays à s'interroger sur l'impact de l'espace sur les activités économiques.

A cause de ce péché originel, la théorie économique s'est développée sur la base d'une conception implicite de l'espace insuffisante (Aydalot, 1976) : l'économie nationale a toujours servi de référence depuis les origines de la science économique. D'ailleurs, on parle d'économie nationale et d'économie internationale. La démarche consiste alors à élargir l'analyse économique à un objet pas ou mal pris en compte – l'espace – et, éventuellement, à étudier les effets en retour de cette prise en compte sur le fonctionnement des mécanismes économiques préalablement décrits de manière spatiale. Cette démarche a fait que l'économie spatiale est toujours restée une branche séparée de l'analyse économique, alors que son ambition était d'intégrer le non spatial et le spatial dans un même champ d'analyse. Cette carence a largement traversé les grands courants de la pensée économique.

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux ont montré l'intérêt de l'introduction de l'espace pour la compréhension des phénomènes économiques. L'élément spatial devient une caractéristique intrinsèque des concepts économiques (avantages comparatifs, rendements croissants, trajectoires technologiques...) ; l'espace n'est plus le cadre dans lequel s'inscrivent ou que dessinent les phénomènes économiques, mais il devient

un facteur important de leurs modes d'organisation et de leur dynamique. Cette caractéristique prend une signification toute particulière avec la globalisation actuelle de l'économie.

## 2. L'agglomération dans l'économie mondiale

L'évolution économique récente révèle des mutations spatiales et dimensionnelles nouvelles. Nous sommes en présence d'une époque tout à fait nouvelle où certains ont pu parler de retournement spatial (Aydalot, 1986), d'une nouvelle centralité des économies locales. Il est à noter que ces transformations concernent également l'économie mondiale, avec l'émergence des nouveaux pays industriels et un déplacement des lieux de croissance dynamique de certains secteurs industriels des centres vers la périphérie, provoquant ainsi un renouvellement de la géographie industrielle mondiale. A l'image de ce qui se passe en Chine, en Inde, au Brésil, voire dans certains pays d'Afrique, on peut se demander avec Pierre Judet (2005) si le Tiers Monde est encore dans l'impasse.

Avec ces mutations profondes, c'est aussi toute une représentation de l'espace qui est remise en cause ainsi que toute une série de notions jusqu'alors étroitement liées à la grande industrie, la grande dimension... Entre ainsi en crise une vision très hiérarchisée, voire dualiste de l'espace et du développement : régions (pays) avancées/régions (pays) arriérées, grandes entreprises/petites entreprises, ville/campagne, secteur moderne/secteur traditionnel... Au contraire, les mutations de ce dernier quart de siècle font apparaître un spectre de situations beaucoup plus complexes et articulées : réduction relative des disparités spatiales, modification de la division territoriale du travail, déconcentration de la production... Surtout, l'espace devient un lieu important de recomposition des tissus industriels et économiques et une base essentielle de la performance industrielle au niveau de l'économie globale actuelle.

Aujourd'hui, les héritages territoriaux continuent de peser d'un grand poids. Mais de plus en plus, les choix de stratégie et d'architecture organisationnelle commandent le jeu global des localisations. Le territoire de la firme n'est plus seulement le résultat de l'addition de processus de localisation plus ou moins indépendants fondés sur l'allocation de ressources banalisées ou génériques, mais l'expression du déploiement spatial de stratégies et d'organisations, déploiement dans lequel les ressources doivent être considérées comme spécifiques et construites par la firme elle-même en interaction avec son environnement et en particulier avec le territoire. Il y a bien globalisation, mettant à rude épreuve les modes de régulation nationale (Reich, 1991). Mais cette globalisation s'accompagne d'une grande plasticité des formes d'insertion territoriale et notamment locale.

Des auteurs comme Krugman (1992), Fujita, Ottoviano, Puga, Venable, Thisse... ont mis l'accent sur cet aspect à travers les contributions récentes de l'économie géographique. Ils développent une approche de la

localisation dans laquelle les firmes ont tendance à se regrouper et où des régions à caractéristiques similaires ou même identiques peuvent devenir très différentes. L'agglomération existe à différents niveaux d'agrégation. Au niveau le plus fin, on trouve des agglomérations de petite échelle dans des secteurs définis de manière précise : ce sont les fameux districts industriels italiens et les systèmes productifs localisés et les milieux innovateurs (Becattini, 1979 ; Garofoli, 1981, 1983, Maillat, 1996 ; Courlet, 2001a). A l'autre extrémité se trouvent des agglomérations de grande échelle qui transcendent les frontières des Etats comme la « ceinture industrielle » américaine ou la « banane bleue » en Europe.

De cette conception revisitée du développement découle l'idée que la seule forme justifiable de politique industrielle (et commerciale) serait en fait une politique régionale industrielle (Krugman, 1991). On retrouve les grandes lignes de cette argumentation chez Porter (1998), qui considère que les politiques locales de développement économique ont une fonction instrumentale en encourageant la compétitivité nationale.

### 3. Vers une « théorie néo-listienne » du développement

L'agglomération dans l'économie mondiale comme marque de formes efficaces de spécialisation productive, on serait tenté d'y voir l'expression de la théorie des avantages comparatifs de Ricardo. Il n'y a rien de tel.

On sait qu'au regard du démarrage plus précoce de l'Angleterre sur la voie du capitalisme industriel risquant de provoquer un déluge de produits industriels anglais en Allemagne, Frédéric List (1841) préconisait une politique protectionniste devant produire des effets bénéfiques de développement. Parmi ces effets, on peut compter des phénomènes tels que l'apprentissage des technologies, la constitution de cultures managériales et d'entreprise, l'accumulation à grande échelle de capital physique, etc.

Transportée dans la période actuelle, la théorie de List conduit à privilégier l'idée que la manière la plus efficace de stimuler la croissance exige la construction d'institutions d'en bas (*bottom up*) plutôt qu'une planification indicative d'en haut (*top down*) et doit se focaliser en premier lieu sur les réseaux spécifiquement locaux de relations économiques qui constituent la caractéristique essentielle de l'agglomération.

On serait donc en présence d'une construction nouvelle, « une théorie néo-listienne » du développement régional, dans laquelle les avantages concurrentiels, socialement et politiquement construits, de localités particulières deviennent les fondations changeantes de la géographie économique composante du système économique mondial (Scott, 2001, Courlet, 2001b). On passerait de l'économie de la richesse des nations d'A. Smith à l'économie de la richesse des régions (Benko, Lipietz, 2000).

Ainsi, le dernier épisode de la géographie économique du capitalisme s'appuie sur des systèmes industriels caractérisés par une forte décentralisation et une désintégration. Il concerne la création d'un ensemble de nouveaux

espaces industriels à la faveur d'un processus actuel d'industrialisation flexible. Parallèlement à la résurgence des districts industriels et des agglomérations dans de nombreuses parties du monde (y compris dans les pays en développement), on constate la prolifération de réseaux de production flexibles dans des secteurs aussi divers que la biotechnologie et les services financiers. Ces espaces sont par ailleurs engagés dans des réseaux planétaires d'interdépendance. Dans l'économie globale actuelle, l'espace géographique ne semble pas avoir perdu de son importance en matière d'impact économique ; bien au contraire, son rôle est devenu singulièrement plus déterminant.

### **Penser « l'économie globale »...**

Ainsi, la globalisation de l'économie ne peut pas être considérée comme une sorte d'étendue sans lieux enserrée dans une structure universelle de flux. Le développement au niveau global est possible non par l'élimination des effets géographiques, mais par l'apparition de structures de plus en plus différenciées des lieux, de la spécialisation et des échanges inter-régionaux (Storper, 2000).

La globalisation de l'économie correspond à la fois à une mondialisation des marchés et à la mise en place d'une organisation internationale de la production. Elle signifie un changement de comportement des firmes car la stratégie de globalisation des entreprises se distingue des stratégies antérieures d'internationalisation et de multinationalisation. Dans la stratégie typique d'internationalisation, un centre unique générerait les exportations. La stratégie typique de la multinationalisation consistait, quant à elle, à construire un édifice hiérarchisé : la pyramide de la société-mère avec, subordonnées à elle, les filiales de production à l'étranger. La stratégie de globalisation articule, dans un réseau mondial, des prérogatives stratégiques de la firme et pas seulement de simples compétences productives entre ses différentes implantations décentralisées. Dès lors, tout ce qui forme l'essence de la firme, son mode de production et son rapport au marché, peut devenir complètement délocalisé avec une autonomie quasi totale et une bonne insertion territoriale.

Au niveau infra-national, la globalisation, qu'il ne faut donc pas confondre avec la banalisation, laisse aussi toute sa place à l'espace. Apparaît ainsi un nouveau clivage : le global et le local. On évoque alors les districts industriels, les systèmes productifs localisés, les îlots d'innovation, « l'économie-monde » étant vue comme un vaste archipel. Il s'agit d'un développement selon une logique de réseaux multidimensionnels, complexe, créatrice, à la fois très territorialisée et mondialisée. Cette logique bouscule aujourd'hui une approche spatiale qui se traduisait jusqu'à maintenant dans le domaine des relations économiques par une logique de proximité et d'emboîtement (poupées russes). Mais il faut, comme le suggère F. Carluier (2005), expliciter cette réalité à l'interface du global et du local, cette « économie globale ».

D'une part, « l'économie globale » signifie que la géographie économique est une composante active de la dynamique mondiale. Comme le faisait remarquer M. Porter (1998), il s'agit d'une conclusion inattendue : dans une économie mondialisée, les avantages comparatifs durables sont à chercher dans le tissu local, car résultant d'une concentration de compétences et de savoirs hautement spécialisés, d'institutions, de concurrents et de clients exigeants dans un pays ou une région délimitée.

Mais, d'autre part, « économie globale » signifie aussi fractalisation spatiale en privilégiant les territoires et les acteurs les plus dynamiques et fracturation sociale avec marginalisation et précarisation d'un nombre important de personnes en liaison avec une perte de cohésion des États-nations.

### ... et le territoire

Sous des formes d'expression différentes, l'espace devient une forme d'organisation économique efficace ayant des effets notables d'amplification de la productivité et de la croissance jusqu'à ce jour. L'espace n'est plus un cadre dans lequel s'inscrivent les phénomènes économiques, mais un facteur important de leur mode d'organisation et de leur dynamique. L'espace n'est pas seulement un cadre de localisation des agents économiques, c'est aussi le cadre d'émergence d'un acteur particulier : le territoire. Le territoire est le lieu où se conjuguent les actions et les attentes des acteurs du développement. Le territoire apparaît ainsi comme une construction collective, à la fois produit et condition de processus de production de ressources spécifiques. Néanmoins, le risque est grand de donner au territoire une acception propice à la tautologie. Qu'est-ce qu'un territoire ? Un lieu qui offre des ressources spécifiques. Pourquoi offre-t-il des ressources spécifiques ? Parce que c'est un territoire. Cela revient à dire que le territoire doit être appréhendé comme quelque chose de plus que de l'économie : c'est l'émanation d'une logique de l'action collective, qui s'incarne dans des institutions sociales qui produisent des normes. C'est aussi une création collective, un champ d'action dans lequel les conflits, les négociations, les dispositifs formels et informels de coopération, d'arbitrage des conflits ou de règlement des différends, forment un ensemble complexe que les découpages disciplinaires académiques rendent difficilement compréhensibles.

### Repenser la notion de ressources

L'une des questions importantes qui est alors posée est celle de la continuité, de l'articulation entre le territoire tel que nous venons de le définir et les ressources. Autrement dit, la coordination des actions et des attentes des acteurs d'un territoire est synonyme d'un processus de révélations des ressources naturelles, culturelles... de celui-ci. Cela veut dire qu'il y aurait, pour reprendre la distinction d'O. Crevoisier et de L. Kébir (2004),

des ressources données (considérées comme un stock et indépendamment de la production, homogènes, mobiles et redéployables) et des ressources construites directement issues de la dynamique territoriale.

D'autres auteurs (Colletis et Pecqueur, 1993) avaient déjà émis cette même hypothèse de base en faisant la distinction entre ressources génériques et ressources spécifiques pour prendre en compte le caractère plus ou moins transférable de certains inputs et leur contribution à l'émergence d'avantages comparatifs relatifs. Ces auteurs distinguent également les actifs : les facteurs en activité et les ressources qui constituent une réserve, un potentiel latent. Les ressources génériques se définissent par le fait que leur valeur existante ou potentielle est indépendante de leur participation au processus de production. Les ressources spécifiques existent comme telles, mais leur valeur est fonction des conditions de leur usage. Alors qu'un actif générique est totalement transférable, un actif spécifique implique un coût irrécouvrable plus ou moins élevé de transfert. L'attractivité d'un territoire ainsi que sa permanence sont d'autant plus forts qu'il dispose de ressources et d'actifs spécifiques. L'existence de ces spécificités territoriales se fonde sur des savoirs non reproductibles, c'est-à-dire non susceptibles d'exister ailleurs ou d'être dupliqués. Ces savoirs sont uniques et échappent partiellement à une concurrence par le marché.

Dès lors, les ressources ne sont plus considérées seulement pour elles-mêmes et pour leur capacité à s'intégrer dans une combinatoire donnée de facteurs, mais elles deviennent l'objet d'un processus de reproduction et de redéploiement par lequel la spécification des ressources prend forme et se renouvelle au fil du temps. Ce processus de construction des ressources engage un certain état des formes de coordination, des expériences antérieures de coordination et une certaine densité institutionnelle au plan territorial.

#### **4. Le développement économique situé**

##### **Le territoire comme composante permanente du développement**

Le territoire est aussi une composante permanente du développement de la proto-industrialisation à l'industrie moderne (Courlet, Pecqueur, 1992). La petite production manufacturière localisée fut le ressort essentiel de la croissance française durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Avant ceux d'Italie, de nombreux districts industriels furent, à l'époque de la révolution industrielle, des lieux d'innovation importants. Enfin, le territoire joue un rôle essentiel dans l'émergence de nouvelles activités et technologies, comme en témoignent les exemples de la *Silicon Valley* et de la *Route 128* aux Etats-Unis ou de Grenoble en France : il est alors un élément important du renouveau des tissus industriels en favorisant l'innovation : le territoire fournit des externalités opérant à travers les réseaux de connaissance.

Cette réflexion sur les rapports entre développement et territoire débouche sur l'idée que l'organisation productive revêt des modalités très

diverses qui ne peuvent être réduites à un simple schéma dualiste opposant un modèle d'organisation efficient à un autre qui ne le serait pas, ou à une distribution des cas plus ou moins favorables le long d'une échelle de valeur étalonnée à l'avance. L'introduction du territoire dans l'analyse nous conduit à inventorier la pluralité des mondes réels de la production et la variété des trajectoires de développement.

### **Les nouvelles variables du développement : atmosphère industrielle et effets relationnels**

L'analyse des différentes formes de coordination territoriale des activités permet de rompre avec une longue tradition de modèles économiques de type fonctionnel qui attribuent un rôle déterminant à la présence de fonctions économiques privilégiées basées sur les facteurs de production classiques que sont le capital et le travail et de secteurs avancés, définissant une hiérarchie des pays et une évolution par stade de développement obligatoire pour les pays les moins avancés.

L'analyse de l'organisation de la production du district industriel, par exemple, permet de mettre l'accent sur de nouvelles variables dans les processus de transformation économique : les rapports de collaboration entre les entreprises, les rapports entre le système productif et le système socio-institutionnel, les savoir-faire et la mobilité des travailleurs dans l'agglomération de la production, le rôle des institutions sociales spécifiques qui interviennent pour appuyer le développement des entreprises (centres technologiques, centres de services spécialisés aux entreprises, écoles de formation professionnelle, agences de développement local, etc.).

Cette analyse permet de mettre l'accent sur une première série d'avantages liée au rassemblement des ressources humaines spécifiques, notamment à travers la constitution de marchés locaux de travail qualifié. Ceci renvoie à l'environnement social des forces économiques, résumée par la fameuse notion d'atmosphère industrielle de Marshall (1919). Cette atmosphère industrielle est un facteur d'osmose et de transmission des compétences et des connaissances dans le temps au sein des systèmes... et lorsque ces systèmes sont bien installés en un lieu, c'est pour un bon bout de temps, autrement dit l'atmosphère industrielle n'est pas délocalisable.

Cette analyse permet de souligner un autre aspect, à savoir le caractère relationnel du monde moderne. On peut dire que l'efficacité repose beaucoup plus sur des effets relationnels que sur des effets traditionnels de productivité, comme ceux qui expliquent la baisse des prix ; elle s'exprime notamment à travers l'apprentissage et le partage d'expériences (Veltz, 2002).

Ces effets relationnels sont difficiles à programmer de manière stable surtout dans le domaine de la connaissance et de l'innovation, ce qui renforce l'importance de la proximité. À côté d'autres organisations (grandes firmes par exemple), le territoire peut être un fournisseur privilégié de ressources relationnelles et d'organisation.

La pensée scientifique bouillonne mieux dans des lieux définis où la mise en commun des ressources techniques et les capacités d'échange intra et transdisciplinaires sont facilitées par la proximité. Les ressources relationnelles apportées à la société par les territoires sont celles qui résultent, en général, de processus de long terme. Elles ne peuvent se construire et se déployer que dans la durée.

En d'autres termes, l'analyse des territoires montre que le développement se déploie à partir d'un système d'interrelations, de circulation d'informations, de production et de reproduction des valeurs qui caractérisent un mode de production. Cela signifie que les facteurs critiques du développement sont historiquement enracinés dans la réalité sociale locale et ne sont donc pas facilement transférables à d'autres espaces : le développement apparaît, en définitive, comme un phénomène social et non comme un processus uniquement économique et technique.

### **Dynamique territoriale et encastrement social**

Des analyses comparatives institutionnelles récentes mettent l'accent sur cette liaison entre phénomènes économiques et structures sociales dans laquelle le territoire joue un rôle important.

Granovetter (1985) analyse l'impact de la structure sociale sur les résultats économiques. Le terme « impact » signifie clairement que la structure sociale préexiste à l'action économique et ne lui est donc pas subordonnée. Pour lui, la structure sociale, spécialement sous la forme de réseaux sociaux, affecte les résultats économiques pour trois principales raisons. Premièrement, les réseaux sociaux affectent le flux et la qualité de l'information. Une part importante de l'*information* est subtile, nuancée et difficile à vérifier, si bien que les acteurs ne croient pas les sources impersonnelles et, au contraire, s'appuient sur des gens qu'ils connaissent. Deuxièmement, les réseaux sociaux sont une source importante de *récompense et de punition*, puisque celles-ci sont souvent amplifiées lorsqu'elles proviennent d'autres personnes connues par l'acteur concerné. Troisièmement, la *confiance* émerge, si elle le fait, dans le contexte d'un réseau social.

Il faut noter (Plociniczak 2002) que, chez Granovetter, l'encastrement n'est pas seulement *relationnel* au sens où un acteur est soumis à l'influence des relations qu'il a avec une autre personne et qu'il a développées dans le temps au travers d'interactions répétées. L'encastrement est aussi *structural* car il met en relation l'individu à la structure d'ensemble du réseau des relations.

De son côté, M. Aoki (2001), sans remettre en cause la rationalité individualiste, reprend cette question du lien entre structures sociales et phénomènes économiques. A partir d'un modèle de jeux liés appliqué au cas de la gestion d'un bien public (l'irrigation des terrains collectifs) dont l'usage ne peut être interdit à aucun membre du village, Aoki montre que les individus qui ne joueraient pas le jeu économique de manière coopérative



seraient sanctionnées dans la vie sociale, en perdant le capital social acquis par leur participation aux différentes structures sociales, notamment territoriales.

On voit ainsi apparaître, à partir de ces formalisations de l'encastrement social, un premier résultat : les normes peuvent apparaître comme un résultat endogène de l'établissement d'une liaison entre différentes relations. L'identification de ces normes permet d'expliquer le fonctionnement des relations de production qui ne sont donc pas le seul résultat des techniques et des ressources disponibles. Les équilibres obtenus dans les différents jeux liés présentés ci-dessus sont modifiés par la liaison avec d'autres jeux. Ce constat est l'un des arguments essentiels utilisés par M. Aoki pour soutenir la thèse que la mondialisation ne conduit pas nécessairement à des formes de relations de production identiques dans le monde entier. M. Aoki rejoint le point de vue de Granovetter en insistant sur la complémentarité entre relations sociales communautaires et développement du marché.

Loin d'être une survivance du passé, l'encastrement social peut être considéré comme un phénomène permanent et général, dont les formes peuvent évidemment différer fortement selon que l'on analyse des structures villageoises anciennes, la Silicon Valley ou les producteurs de logiciels libres.

Le lien entre encastrement social et dynamique territoriale est évident. En effet, l'échange social se noue le plus souvent dans un territoire. Cependant, il peut aussi en dépasser les frontières. Le rôle des résidents à l'étranger est exemplaire de ce point de vue. Bien que géographiquement forts éloignés, ceux-ci restent solidaires de leur territoire d'origine, y retournent régulièrement et font parvenir des financements. Les diasporas illustrent bien ce type de solidarité à la fois délocalisée et ancrée dans un lieu.

### Le développement naît de « l'effet de jonction territorial »

Ces remarques ont une signification importante à l'heure où l'on parle sans cesse de globalisation. Le processus d'industrialisation est évidemment largement soutenu au niveau mondial par les acteurs transnationaux et les grandes entreprises. Cependant, cette internationalisation est portée par des dynamiques localisées faisant intervenir des avantages comparatifs donnés ou créés. Les districts industriels, les milieux innovateurs, les pôles de compétitivité aujourd'hui sont, dans bien des cas, les socles sur lesquels repose la compétitivité des firmes et des nations. On est, dans ce cas de figure, en présence d'un processus de développement endogène – « les dynamiques du dedans » de Balandier – qui déborde largement l'exemple mythique des districts italiens pour concerner, aussi, les pays en développement (Abdelmalki, Courlet, 1996, Schmitz, Nadvi 1999).

A lumière des expériences évoquées précédemment, le territoire peut apparaître ainsi comme une forme d'organisation économique efficace et

comme un lieu de processus économiques collectifs « situés » (Salais, 1996). Il devient un lieu défini par une proximité de problèmes et de coordination des attentes et des actions des individus. Il apparaît en effet que la proximité géographique est incapable d'expliquer par elle-même l'existence de systèmes économiques territoriaux si elle n'est pas renvoyée à un système d'appartenance, à une histoire s'incarnant dans des règles et des représentations collectives (Courlet, Pecqueur, Soulage, 1993). La contribution de l'approche au renouvellement de l'analyse spatiale se situerait donc aussi autant du côté de l'histoire et du temps historique que de la géographie et de la distance. C'est tout le problème des relations entre territoire et temporalité.

Ces considérations nous rapprochent des vieilles discussions concernant la façon de conduire un processus de développement. La dynamique de développement ne démarre pas avec la conception et la réalisation volontariste d'un système productif global. Les échecs des politiques d'industrialisation conçues à l'échelle d'ensemble et dans l'indifférence à l'égard de la diversité des structures sociales, régionales et locales, sont là pour nous le rappeler. Le développement est par nature un processus graduel qui ressort de la mise en place et de la structuration progressive de sous-systèmes partiels. C'est à ce niveau que la dynamique prend forme dans le prolongement de trajectoires technologiques et sociales longues. Dans ce processus, le territoire peut jouer un rôle majeur. Il est le point de rencontre entre les acteurs du développement. Il est aussi le lieu où s'organisent, volontairement ou de manière spontanée, les formes de coopération entre les entreprises, les individus et les activités. Il est, en définitive, le point de jonction entre les formes de marché et les formes de régulation sociale.

## Références bibliographiques

- Abdelmalki L., Courlet C. (1996), *les Nouvelles logiques du développement*, coll. "Logiques économiques", Paris, l'Harmattan, 415 p.
- Aoki M. (2001), *Toward a Comparative Institutional Analysis*, MIT Press.
- Aydalot P. (1976), *Dynamique spatiale et développement inégal*, Paris, Economica.
- Aydalot P. (1986), « L'aptitude des milieux locaux à promouvoir l'innovation », in *Technologie nouvelle et ruptures régionales*, Paris, Economica.
- Becattini G. (1979), « Dal settore industriale al distretto industriale. Alcune considerazioni sull'unità d'indagine dell'economia industriale », *Rivista di economia e politica industriale*, n° 1.
- Benko G., Lipietz A. (eds) (2000), *la Richesse des régions*, Paris, PUF.
- Collet G., Pecqueur B. (1993), « Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers des nouvelles rencontres productives ? », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 3, p. 486-508.
- Courlet C., Pecqueur B. (1992), « Les systèmes industriels localisés en France : un nouveau modèle de développement », in Benko et

- Lipietz (éds), *les Régions qui gagnent*, Paris, PUF, p. 81-102.
- Courlet C., Pecqueur B., Soulage B. (1993), « Industrie et dynamique des territoires », *Revue d'économie industrielle*, n° 64, p. 7-21.
- Courlet C. (2001a), « Les systèmes productifs localisés : un bilan de la littérature », *Cahiers d'économie et de sociologie rurale*, n° 58-59, p. 82-103.
- Courlet C. (2001b), *Territoires et régions, les grands oubliés du développement économique*, l'Harmattan.
- Crevoisier O., Kebir L. (2004), « Dynamique des ressources et milieux innovateurs » in *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, IRER, Neuchâtel.
- Garofoli G. (1981), « Lo sviluppo delle aree periferiche nell'economia italiana degli anni settanta », *l'Industria II*, n° 3, p. 391-404.
- Garofoli G. (1983), *Industrializzazione diffusa in Lombardia*, Milan, F. Angeli.
- Gerard-Varet L.-A. (1997), « Economie publique locale et économie géographique » (Avant-propos), *Annales d'économie et de statistique*, n° 45.
- Granovetter M. (1985), « Economic action and social structure : the problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91, 3 481-510.
- Judet P. (2005), *le Tiers-monde n'est pas dans l'impasse !* éd. Charles Léopold Mayer.
- Krugman P. (1991), « History and Industry Location : the case of manufacturing belt », *American Economic Review*, vol. 81.
- Krugman P. (1992), *Geography and Trade* Cambridge (Mass.), MIT Press.
- List F. (1841), *National System of political economy*, Fairfield, NJ : A.M. Kelley, 1977.
- Maillat D. (1996), « Du district industriel au milieu innovateur : contribution à une analyse des organisations productives territorialisées », IRER, *Working Paper* n° 9, 606a.
- Marshall A. (1906), *Principles of Economics*, London, Macmillan. Traduction française : *Principes d'économie politique*, 2 tomes, Gramma, 1971.
- Marshall A. (1919), *Industry and Trade*, London, Macmillan. Traduction française par Gaston Leduc, *l'Industrie et le commerce*, éditions Marcel Giard, 1934.
- Porter M. (1998), « Localisation et compétitivité », *Repères et tendances*, n° 19, mai.
- Plociniczak S. (2002), Action économique et relations sociales : un éclairage sur la notion d'encastrement chez Karl Polanyi et Mark Granovetter. Document de travail CEPN Paris, octobre.
- Reich R.B. (1991), *The Work of Nations*, New York Sciences and Schuster, traduction française : *l'Economie mondialisée*, Paris, Dunod, 1994.
- Salais R. (1996), in B. Pecqueur (éd.), Préface à l'ouvrage, *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris, l'Harmattan.
- Schmitz H., Nadvi K. (1999), « Clustering and industrialization : introduction », *Revue World Development*, Special issue : « Industrial Cluster in Development Countries », september, 27, 9, p. 1503-1513.
- Scott A.T. (2001), « Les régions et l'économie mondiale », l'Harmattan.
- Storper M. (2000), « Territoires, flux et hiérarchies dans l'économie globale », *Géographie, économie, société*, volume 2, n° 1, p. 3-34.
- Veltz P. (2002), *Des lieux et des liens*, éd. l'Aube.